

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/M/9

20 décembre 2002

(02-7041)

Comité du commerce et du développement
Neuvième Session extraordinaire

NOTE SUR LA RÉUNION DES 21 ET 23 OCTOBRE 2002

Président: S.E. M. Ransford Smith (Jamaïque)

A. ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Le Président a indiqué que le projet d'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/1931/Rev.1 du 14 octobre 2002. Il proposait son adoption. L'ordre du jour a été adopté.

B. PROPOSITIONS CONCERNANT DES ACCORDS PARTICULIERS

2. Le Président a dit que, comme indiqué dans l'ordre du jour, il était proposé d'examiner les propositions concernant l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il suggérait d'examiner en premier la proposition concernant l'article 15 de l'Accord antidumping, présentée par le Groupe africain et contenue dans le document TN/CTD/3/Rev.2.

3. Le représentant du Kenya a présenté à nouveau brièvement la proposition du Groupe africain. Il a souligné que l'article 15 de l'Accord antidumping prescrivait de prendre spécialement en considération les intérêts particuliers des pays en développement et que cela devait être interprété comme signifiant que les pays développés devaient tenir compte des besoins de développement des pays en développement à tous les stades d'une enquête antidumping. Ces pays n'étaient généralement concurrentiels que pour quelques produits et lorsque ces derniers faisaient l'objet de mesures antidumping, leurs possibilités d'exportation se trouvaient compromises. L'intervenant a souligné aussi la nécessité de rendre plus efficaces et opérationnelles les dispositions de l'article 15 relatives aux solutions constructives. Les pays développés devaient examiner ces solutions constructives, dont des exemples étaient mentionnés dans la proposition du Groupe africain, au lieu de prélever des droits antidumping à l'encontre des pays en développement.

4. Le représentant du Pakistan, tout en appuyant la proposition du Groupe africain, a dit que l'obligation de prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement s'appliquait à tous les stades d'une enquête antidumping lancée par un pays développé. Soulignant le manque de clarté de cette disposition relative au traitement spécial et différencié quant à ce qui constituait une solution constructive, il a estimé qu'il fallait l'éclaircir, d'autant plus qu'à Doha les Membres avaient donné pour mandat de rendre ces dispositions claires et précises. Il s'est également référé à deux propositions présentées au Comité des pratiques antidumping par les délégations du Brésil et de l'Inde et contenues, respectivement, dans les documents G/ADP/AHG/W/127 et G/ADP/AHG/W/128 et a souligné qu'elles contenaient aussi des propositions spécifiques visant à rendre opérationnel l'article 15 de l'Accord antidumping.

5. Le représentant du Chili a appuyé l'idée générale de la proposition du Groupe africain et mentionné que le Brésil, l'Inde et l'Indonésie avaient également distribué au sein du Comité des pratiques antidumping une note informelle soulignant la nécessité d'assurer que des solutions

constructives soient étudiées par les pays développés avant qu'ils ne prennent des mesures antidumping à l'encontre de pays en développement.

6. Le représentant des Communautés européennes a fait quelques observations générales et indiqué que les CE réfléchissaient aux objectifs fondamentaux du traitement spécial et différencié lorsqu'elles envisageaient de prendre des mesures antidumping à l'encontre de pays en développement. En fait, dans le passé, les CE n'avaient pris aucune mesure antidumping à l'encontre de PMA. Il fallait tenir compte des travaux effectués par le Comité des pratiques antidumping de manière à éviter, en Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement, de faire double emploi avec ces travaux et débats. Comme un nombre croissant de mesures antidumping étaient prises par des pays en développement à l'encontre d'autres pays en développement, l'introduction d'une disposition analogue à l'article 15 de l'Accord devait être envisagée pour en tenir compte. Cela était possible puisque le mandat relatif au traitement spécial et différencié énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha était plus large que le mandat portant sur les questions de mise en œuvre. À propos des propositions présentées, l'intervenant a dit que l'interprétation que l'on cherchait à donner du lien de causalité entre dumping et préjudice allait bien au-delà de ce que disait l'Accord, outre le fait qu'elle s'écartait de la jurisprudence résultant des diverses décisions de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel à cet égard. S'agissant de la deuxième partie de la proposition relative à la nécessité d'une cohérence entre l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la délégation des CE souhaitait obtenir des auteurs des éclaircissements sur les objectifs visés, d'autant plus que l'article VI du GATT assurait déjà une telle cohérence. Le Comité des pratiques antidumping examinait déjà la question des solutions constructives du fait que c'était l'une des questions dont les Ministres réunis à Doha avaient spécifiquement demandé l'examen dans le cadre du programme de travail sur la mise en œuvre. Cette question devait de ce fait être examinée essentiellement dans ce Comité, qui avait déjà débattu des engagements volontaires en matière de prix et de la règle du droit inférieur comme de solutions constructives possibles. Les États-Unis avaient fait une contribution importante à ce débat. L'intervenant a mentionné aussi la décision prise antérieurement à la Conférence sur les PMA, tenue à Bruxelles, d'établir un moratoire ou une autolimitation des mesures antidumping à l'encontre des PMA.

7. Le représentant de la Suisse, tout en affirmant comprendre certains aspects des difficultés exprimées dans la proposition, a dit que les arguments avancés par ses auteurs n'étaient pas très clairs, notamment en ce qui concerne les avantages qui pouvaient résulter de l'inclusion des modifications proposées. Les mesures antidumping ne devaient pas se substituer à l'absence de changements structurels dans un pays et ne devaient pas commencer à constituer un obstacle au commerce Sud-Sud.

8. La représentante de la Colombie a dit que la proposition du Groupe africain portait à la fois sur la procédure et sur le fond. Il s'agissait en fait d'une question d'accès aux marchés puisque celui-ci se trouvait entravé par des mesures antidumping fréquentes ou injustifiées. Elle appuyait le rappel par le Chili des communications présentées au Comité des pratiques antidumping et de ses débats et estimait important de définir ce que l'on entendait par des solutions constructives.

9. Le représentant du Mexique a appuyé les interventions du Chili et de la Colombie et dit qu'il serait utile de considérer certains débats qui avaient eu lieu au Comité des pratiques antidumping. Le mandat n'était pas d'examiner les incidences des mesures antidumping sur le commerce Sud-Sud, mais de rendre plus judicieuses et opérationnelles pour les pays en développement les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Dans ce contexte, il a rappelé, à propos de la déclaration des CE concernant le moratoire sur les mesures antidumping à l'encontre des PMA, que la proposition à l'examen ainsi que le débat portaient sur l'ensemble des pays en développement.

10. Le représentant du Pakistan a convenu, comme l'avaient souligné certaines délégations, que de bonnes idées avaient été présentées au Comité des pratiques antidumping et que le CCD réuni en

Session extraordinaire pouvait bénéficier de ses débats. Cependant, sa délégation ne pouvait accepter que la responsabilité essentielle des travaux passe à ce Comité. Le fait de parler du commerce Sud-Sud dans le contexte de mesures antidumping prises par les pays en développement était en dehors du sujet. L'intervenant partageait par ailleurs l'avis du Mexique, selon lequel l'objectif était d'assurer un traitement spécial et différencié utile pour tous les pays en développement.

11. Le représentant des États-Unis a dit que ces questions étaient débattues au sein du Comité des pratiques antidumping et du Groupe de négociation sur les règles. Le Comité examinait spécifiquement les moyens de rendre l'article 15 plus opérationnel. La communication des États-Unis, mentionnée par l'une des délégations, avait été distribuée sous la cote G/ADP/AHG/W/138. L'intervenant s'est également référé aux observations des CE sur les incidences des mesures antidumping sur le commerce Sud-Sud et à la réaction de certains Membres à cet égard.

12. Le représentant du Kenya a souligné que le Groupe africain n'était pas d'accord avec les délégations qui avaient affirmé que le débat sur la question à l'examen devait se tenir essentiellement dans le Comité des pratiques antidumping. La Session extraordinaire était l'enceinte appropriée pour cela, d'autant plus que les Ministres avaient donné pour mandat au CCD d'effectuer ce travail. L'intervenant a demandé aux Membres qui souhaitaient des éclaircissements sur certains aspects de la proposition du Groupe africain de présenter leur demande par écrit de manière à pouvoir leur fournir une réponse appropriée.

13. À la fin de l'examen de la proposition concernant l'article 15 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, le représentant du Kenya a demandé au Président comment il entendait poursuivre le débat de manière à remplir le mandat confié par les Ministres. Il a ajouté qu'il n'avait rien de positif à rapporter aux PMA puisque le débat semblait assez incertain. Ces points de vue ont été partagés par le représentant du Venezuela, qui a dit éprouver un sentiment de déjà vu puisqu'une grande partie du débat avait été une répétition de ce qui avait été déjà dit lors du premier examen des propositions.

14. Le Président a dit qu'il comprenait les préoccupations des Membres, mais n'estimait pas pouvoir à ce stade prendre d'autre décision d'action. Il trouvait que le débat avait été utile et que l'échange de vues permettrait de progresser.

15. Le Président a ensuite ouvert le débat sur les propositions concernant l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La première proposition, qui portait sur l'article 27.1 et était contenue dans le document TN/CTD/W/1, avait été présentée par Cuba, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Pakistan, la République dominicaine, le Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe. Le Groupe africain avait présenté six propositions portant sur les paragraphes 1, 4, 8, 9, 13 et 15 de l'article 27; celles-ci figuraient dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2. Les PMA avaient également présenté une proposition contenue dans le document TN/CTD/W/4, qui portait sur les articles 3.1 b) et 27.3. Le Président a suggéré que les Membres présentent leurs commentaires sur l'ensemble de ces propositions.

16. Le représentant de l'Inde a présenté brièvement une nouvelle fois la proposition contenue dans le document TN/CTD/W/1. De même, le représentant du Kenya, au nom du Groupe africain, et le représentant de la Zambie, au nom des PMA, ont présenté à nouveau les propositions figurant dans les documents TN/CTD/W/3/Rev.2 et TN/CTD/W/4, respectivement.

17. La représentante du Venezuela a dit que sa délégation considérait les subventions comme faisant partie des programmes des pays en développement et qu'il n'y avait aucune intention de leur part de fausser le commerce lorsqu'ils souhaitaient fournir un tel soutien. Il s'agissait au contraire d'instruments de développement. L'intervenante partageait les vues exprimées par le délégué du Kenya au sujet de tous les paragraphes, en particulier la proposition relative à l'article 27.8 sur la

question du préjudice grave et le manque de clarté pour ce qui est de la durée limitée mentionnée à l'article 27. Elle était également en accord avec ce qui avait été dit à propos de l'article 27.15 et soulignait que ce n'était pas seulement un pays qui était concerné mais tous. L'intervenante a également exprimé son appui à la proposition des PMA.

18. Le représentant d'Haïti a indiqué que les subventions jouaient un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement, surtout lorsqu'on les considérait dans le contexte mondial, et qu'il appuyait par conséquent les propositions de l'Inde et du Groupe africain.

19. La représentante de l'Australie a dit, à propos de la proposition du Groupe africain, vouloir poser certaines questions préliminaires concernant le paragraphe 1 de l'article 27 qui aideraient sa délégation dans l'examen de la proposition. Elle souhaitait savoir si les auteurs considéraient que la modification proposée de ce paragraphe modifierait l'ensemble des obligations énoncées dans l'article. Cela était lié à la question de savoir si les obligations énoncées dans ce paragraphe devaient être considérées séparément des droits et obligations mentionnés dans l'article. S'agissant du paragraphe 4 de l'article 27, l'intervenante estimait que les délais prévus pour demander des prorogations étaient clairs, de même que les conditions de procédure rapide énoncées dans le document G/SCM/N/39. La délégation australienne n'estimait pas que les pays en développement aient besoin d'une plus grande souplesse pour les demandes de prorogations. S'agissant des paragraphes 8 et 9 de l'article 27, elle souhaitait des éclaircissements pour mieux comprendre les objectifs de ces propositions, d'autant plus que le paragraphe 1 de l'article 6 sur les niveaux minima concernant l'existence réputée d'un préjudice grave n'était plus en vigueur depuis la fin de 1999. En ce qui concerne le paragraphe 13 de l'article 27, la délégation australienne souhaitait que soit davantage justifiée la nécessité de maintenir certains programmes de subventions. À son avis, l'expression "durée limitée" visait précisément à couvrir cet aspect. De ce fait l'interpréter comme signifiant huit années semblait exagéré. De plus, toute durée devrait être examinée dans le contexte du programme et du produit spécifique pour lesquels la subvention était prévue. Dans certains secteurs, un pays en développement pouvait être très compétitif et avancé sur le plan technologique et ne pas avoir besoin de cette flexibilité. C'est pourquoi une interprétation spécifique pouvait aller à l'encontre de l'objectif d'une telle disposition. Dans le cas du paragraphe 15 de l'article 27 également, la délégation souhaitait des éclaircissements pour la même raison, encore qu'il ait été dit qu'au sens de ce paragraphe "un pays en développement Membre intéressé" devait signifier un pays en développement Membre faisant l'objet d'une enquête en vue de l'imposition d'un droit compensatoire et non pas tout pays en développement ayant simplement un intérêt systémique à utiliser et appliquer des subventions.

20. Le représentant des États-Unis a dit, à propos de la proposition concernant l'article 27.1 de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires, qu'elle reposait sur l'hypothèse que les subventions étaient un instrument nécessaire et approprié de développement. Cependant, de l'avis de sa délégation, les ouvrages académiques allant dans le sens de cette proposition étaient loin d'être dénués d'ambiguïté, car les subventions pouvaient fort bien nuire au processus de développement économique et aboutir à une mauvaise répartition des ressources. S'agissant des dispositions spécifiques de l'article 27.4, qui permettaient la prorogation des périodes de transition pour les programmes de subvention des exportations, le Comité des subventions avait reçu à la fin de l'année écoulée, qui était la date limite fixée dans l'article 27, des demandes de prorogation émanant de 24 pays. La plupart avaient été présentées dans le cadre des procédures spéciales élaborées l'an dernier par le Comité des subventions et adoptées à Doha. Dans le cadre de ces procédures spéciales, les pays en développement petits exportateurs pouvaient, en fait, demander une prorogation pluriannuelle à condition que soient remplies certaines conditions de statu quo et de transparence. Par conséquent, en un sens, les dispositions de l'article 27.4 avaient déjà été rendues plus efficaces et une aide avait déjà été fournie aux pays en développement pour utiliser au mieux ses dispositions. Le Comité des subventions avait entrepris l'examen de toutes les demandes de prorogation des périodes de transition et la délégation des États-Unis avait déjà indiqué sa position, à savoir qu'il fallait

approuver pratiquement toutes les demandes faites au titre des procédures prévues pour les petits pays exportateurs. Quant aux autres demandes présentées en application des procédures normales de l'article 27.4, elles faisaient l'objet d'un examen détaillé; la délégation des États-Unis espérait qu'il serait possible de parvenir à un consensus à leur sujet rapidement. À propos de la proposition concernant l'article 27.1, l'intervenant a dit que, comme dans le cas précédent, sa délégation n'était pas nécessairement d'accord avec l'hypothèse sous-jacente, à savoir que les subventions étaient un instrument de développement nécessaire et approprié. Elle ne voyait pas non plus clairement comment cette proposition s'inscrivait dans le cadre du mandat du CCD. Dans la mesure où elle cherchait à réviser l'Accord sur les subventions, il valait mieux la présenter au Groupe de négociation sur les règles. Pour ce qui est de la proposition concernant l'article 27.3, il n'était pas évident, comme cela avait déjà été mentionné, que les subventions constituent un outil de développement approprié. En outre, la délégation de États-Unis serait extrêmement réticente à examiner la possibilité d'autoriser ou de proroger des programmes de subvention généralement considérés comme faussant le commerce, y compris ceux décrits à l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions. La délégation des États-Unis ne voyait pas non plus clairement comment cette proposition s'inscrivait dans le cadre du mandat du CCD. Dans la mesure où la proposition cherchait à réviser le texte de l'Accord sur les subventions, il était préférable de la présenter au Groupe de négociation sur les règles. La première partie de la proposition relative à l'article 27.4 se référait à une période qui se terminait à la fin de l'année. Par conséquent, en débattre plus avant ne constituerait pas une utilisation judicieuse du temps du Comité. Le fait que les demandes de prorogation des subventions à l'exportation étaient examinées par le Comité des subventions avait déjà été mentionné. Ce processus traitait effectivement des préoccupations des pays en développement et se poursuivait relativement bien. Dans la mesure où la deuxième partie de la proposition cherchait à annuler le délai fixé dans l'article 27.4, il était préférable de la présenter au Groupe de négociation sur les règles. À propos de l'article 27.8, l'intervenant a dit que du fait que les dispositions de l'article 6.1, selon lequel un préjudice grave était réputé exister dans certaines conditions, avaient expiré en vertu de l'article 31 de l'Accord sur les subventions, poursuivre l'examen de cette proposition ne constituerait pas une utilisation judicieuse du temps dont disposait le Comité. Quant à la proposition concernant l'article 27.9, l'intervenant souhaitait qu'on lui en explique la raison et lui indique en quoi exactement elle différait des dispositions existantes de l'article 27.9. De même, il demandait une explication quant au raisonnement à l'origine de la proposition concernant l'article 27.13, en particulier sur la raison spécifique pour laquelle une "durée limitée" était censée signifier au moins huit années. Il souhaitait également savoir dans quelle mesure les programmes de privatisation existants ou en cours dans les pays en développement avaient été notifiés au Comité des subventions. Dans la mesure où cette proposition cherchait en fait à modifier le texte de l'Accord sur les subventions, il était préférable de la présenter au Groupe de négociation sur les règles. Enfin, sa délégation souhaitait obtenir à propos de la proposition concernant l'article 27.15 une indication de sa motivation et savoir en quoi exactement elle différait des dispositions existantes de l'article 27.15. Dans la mesure où cette proposition cherchait à élargir le groupe de pays en développement en mesure de demander au Comité des subventions l'examen des droits compensatoires qui leur étaient imposés, sa délégation était disposée à en poursuivre la discussion.

21. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation partageait nombre de préoccupations exprimées par l'Australie et les États-Unis. À Doha, les Ministres avaient déjà pris un certain nombre de décisions pour renforcer les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Ils avaient notamment développé et clarifié l'Annexe VII de cet accord et précisé la modération dont il fallait faire preuve à l'égard des subventions spécifiques accordées par les pays en développement. Il avait également été décidé à Doha de prolonger la période de transition pour certains pays et de prévoir une telle possibilité pour d'autres pays. La proposition concernant l'article 27.4 en modifierait la structure même et devait par conséquent être présentée au Groupe de négociation sur les règles. Quant à la proposition concernant l'article 27.1, l'intervenant a souligné que si les subventions pouvaient jouer un rôle dans le développement économique, il ne fallait pas, même implicitement, en rendre l'utilisation obligatoire. Il appuyait les commentaires des États-Unis concernant la proposition relative à l'article 27.8 et demandait des clarifications sur celle concernant

l'article 27.9, dont il ne comprenait pas pleinement les objectifs. S'agissant de la proposition de clarifier l'expression "durée limitée", utilisée dans l'article 27.13, il a indiqué que bien que les huit années proposées constituent une durée trop longue, sa délégation était disposée à discuter plus avant de cette question. Enfin, à propos de l'article 27.15, l'intervenant souhaitait connaître la raison pour laquelle on rechercherait une plus grande souplesse pour tout pays en développement autre que celui affecté par la mesure en question.

22. Le représentant des Communautés européennes a appuyé les interventions de l'Australie, des États-Unis et de la Suisse et estimé qu'un certain nombre de propositions avaient besoin d'être éclaircies, notamment lorsqu'elles portaient sur des périodes sur le point d'expirer ou des dispositions devenues caduques. Cependant, sa délégation était disposée à examiner la proposition de clarifier l'expression "durée limitée" dans l'article 27.13, bien que, comme la Suisse, elle estimait aussi que huit années constituaient une durée trop longue. En outre, comme l'avait dit l'Australie, il pouvait ne pas être possible d'accorder une prolongation globale pour tous les types de subventions et la durée mentionnée à l'article 27.13 dépendrait du type de produit et de programme pour lequel une subvention était proposée.

23. Le représentant d'Haïti s'est opposé à toute action visant à renvoyer ces propositions devant le Groupe de négociation sur les règles et a estimé qu'elles devaient être examinées par le CCD en Session extraordinaire. Le principal objectif devait être de rendre plus efficaces et opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié; les délégations qui avaient réagi avaient certes le droit de demander des éclaircissements, mais elles devaient aussi faire des suggestions quant à la manière d'atteindre cet objectif. Le cas échéant, le texte des dispositions existantes pouvait être modifié pour les rendre effectives et opérationnelles.

24. Le représentant de la Zambie a appuyé la position d'Haïti selon laquelle il incombait collectivement à tous les Membres de veiller à ce que le mandat soit rempli en ce qui concerne les propositions spécifiques du Groupe africain. Comme personne n'avait formulé de commentaire sur la proposition des PMA, il fallait supposer qu'elle était acceptable.

25. Le représentant du Pakistan, tout en étant sensible à certaines des remarques formulées par les CE, a dit que sa délégation était quelque peu découragée par les interventions de certains autres pays développés, y compris par le fait qu'un certain nombre d'entre eux avaient estimé que ces propositions devaient être examinées par le Groupe de négociation sur les règles. Il associait sa délégation aux observations formulées par Haïti et la Zambie, le mandat donné par les Ministres à Doha étant d'examiner ces questions au sein du CCD. L'intervenant s'est également référé aux commentaires d'autres délégations selon lesquelles les subventions faussaient le commerce et aboutissaient à une mauvaise répartition des ressources. Il souhaitait entendre ces mêmes arguments de la part de ces mêmes délégations au Comité de l'agriculture.

26. Le représentant du Japon a appuyé les interventions de l'Australie, des États-Unis, de la Suisse et des CE et dit que sa délégation convenait que le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha était que cette question devait être examinée par le CCD, mais si certains Membres voulaient modifier certaines des dispositions afin de les rendre obligatoires, alors cela ne pouvait se faire qu'au sein du Groupe de négociation sur les règles.

27. Le représentant des États-Unis a appuyé les vues exprimées par le Japon et souligné que rien dans le mandat n'exigeait de modifier les dispositions et les accords. Pour ce qui est de la proposition des PMA, il avait déjà exprimé la position de sa délégation concernant l'article 27.13. Toutefois, il répétait qu'il n'était pas évident pour sa délégation que les subventions soient un outil de développement approprié. En outre, elle serait réticente à examiner la possibilité d'autoriser ou de proroger des programmes de subventions généralement considérés comme faussant le plus le commerce, comme ceux décrits à l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions. La manière dont

cette proposition s'inscrivait dans le cadre du mandat du CCD n'était pas évidente non plus et, comme il l'avait indiqué antérieurement, dans la mesure où la proposition visait à modifier le texte de l'Accord sur les subventions, il était préférable de la présenter au Groupe de négociation sur les règles.

28. Le représentant de l'Inde a dit que le débat avait porté essentiellement sur deux questions, à savoir le mandat et les incidences des propositions sur les obligations existantes. Sa délégation s'associait aux observations formulées par Haïti et estimait qu'il ne serait pas possible de rendre efficaces les dispositions relatives au traitement spécial et différencié sans modifier comme il le fallait les termes des dispositions.

29. Le représentant du Kenya s'est dit déçu par l'absence apparente de détermination à remplir le mandat. Il a demandé aux délégations de fournir leurs questions par écrit afin de permettre au Groupe africain d'y répondre.

30. Le Président, résumant le débat sur les propositions concernant l'Accord sur les subventions, a dit qu'il avait été utile et qu'il y avait eu un échange de vues concret. Une certaine réceptivité initiale avait également été indiquée dans certains domaines. Il lui faudrait tenir des consultations plurilatérales à un stade approprié pour faire avancer le processus. Il proposait que la réunion examine la proposition du Groupe africain concernant l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes, qui figurait dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2.

31. Le représentant des États-Unis a dit que la formulation employée dans la proposition du Groupe africain se trouvait déjà dans l'article 9 de l'Accord. Aussi demandait-il des éclaircissements sur la question de savoir si la proposition visait à aller au-delà de la souplesse prévue à l'article 9 en éliminant certaines des conditions prévues, y compris la stipulation que des mesures de sauvegarde ne seraient pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré ne dépasserait pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement Membres dont la part dans les importations était inférieure à ce seuil ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré. Il souhaitait savoir si la proposition visait également à exempter les pays en développement des conditions stipulées dans la dernière clause de l'article 9:2 afin d'appliquer à nouveau une mesure de sauvegarde ainsi que des limitations concernant le rétablissement de nouvelles mesures de sauvegarde pour un produit qui aurait déjà fait l'objet d'une telle mesure. Si telle était l'intention de la proposition, sa délégation ne pouvait l'accepter. Le fait d'éliminer la condition relative au cumul diminuerait l'efficacité des mesures de sauvegarde en général, y compris celles prises par les pays en développement; exclure les mesures de sauvegarde appliquées par les pays en développement de la période maximale d'application stipulée faisait courir le risque de déséquilibrer l'Accord et le fait d'éliminer les limitations dans le temps énoncées dans la deuxième partie de l'article 9:2 - qui équivalait à autoriser l'application permanente de mesures de sauvegarde - pourrait affecter non seulement les pays développés Membres mais aussi les pays en développement Membres.

32. En réponse, le représentant du Kenya a dit au nom du Groupe africain que la proposition avait seulement pour objet d'obtenir de la part des Membres la confirmation du caractère obligatoire des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes.

33. Le représentant des Communautés européennes s'est associé à certaines des préoccupations exprimées par le représentant des États-Unis et indiqué que sa délégation savait par conséquent gré à la délégation du Kenya d'avoir fourni cet éclaircissement. Il a souligné aussi que le Comité des sauvegardes n'était parvenu à aucune conclusion sur la proposition d'accroître le seuil minimum prévu à l'article 9:1, notamment en raison de la préoccupation qu'un tel accroissement pouvait affecter négativement aussi le commerce entre pays en développement. Sa délégation ne voyait pas de difficulté à confirmer le caractère impératif de l'article 9.

34. Le représentant du Japon s'est associé aux observations des intervenants précédents et a pris note des précisions fournies par le représentant du Kenya. Il demandait toutefois des éclaircissements sur la signification de l'expression "droit impératif".

35. Le représentant de l'Australie s'est associé aux délégations qui avaient relevé que nombre de questions auxquelles se référait la proposition, y compris celle du seuil minimum, faisaient l'objet de débats dans d'autres enceintes de l'OMC. Sa délégation souhaitait que la question du seuil minimum soit examinée de manière plus approfondie, puisque tout relèvement de celui-ci aurait un impact sur le commerce entre pays en développement. Elle considérait la disposition en question comme étant déjà impérative et souhaitait par conséquent que les auteurs précisent s'ils proposaient en fait que la disposition relative au cumul figurant à l'article 9:1 ne devait plus s'appliquer.

36. Le représentant du Mexique s'est associé aux opinions exprimées par d'autres délégations et à leurs demandes d'éclaircissements et a convenu avec la délégation du Japon qu'il fallait aussi préciser le sens de "droit impératif".

37. La représentante de la Norvège a fait siennes les questions posées par les intervenants précédents.

38. Le représentant de la Malaisie a relevé qu'il y avait accord général sur le caractère impératif de l'article 9 et invitait par conséquent les délégations à convenir de le confirmer.

39. Le représentant du Kenya a dit que la proposition du Groupe africain signifiait qu'un pays en développement "aura le droit" de prolonger de trois ans au maximum la période d'application d'une mesure de sauvegarde et que l'exercice de ce droit dépendrait des circonstances et ne serait pas automatique.

40. Compte tenu des précisions fournies par le Kenya, le Président a proposé de passer à l'examen des trois propositions du Groupe africain concernant les articles IV, V:3 et XXV de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), contenues dans le document TN/CTD/W/3/Rev.2, et des cinq propositions des PMA concernant les paragraphes 1 à 3 de l'article IV et le paragraphe 6 de l'Annexe sur les télécommunications, lesquelles figuraient dans le document TN/CTD/W/4/Add.1.

41. La représentante des Communautés européennes a dit que sa délégation avait toujours interprété l'AGCS comme ne contenant pas de dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans le sens "traditionnel", mais comme comportant, de par sa structure même, un mécanisme intégré assurant à tous les Membres, en particulier aux pays en développement Membres, une certaine flexibilité sur le plan des engagements. On pouvait trouver la même interprétation du caractère de l'AGCS dans la note du Secrétariat WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4. L'AGCS prévoyait une certaine souplesse sur une base plus individuelle, ce que l'on retrouvait dans un certain nombre de dispositions ainsi que dans la structure pyramidale de l'Accord. En ce qui concerne la proposition des PMA concernant l'article IV, l'intervenante a rappelé que le processus d'échange de demandes d'accès aux marchés avait commencé en juillet 2002 et que c'était le moment pour les PMA, et les pays en développement en général, d'indiquer les secteurs présentant un intérêt particulier pour eux en présentant des demandes à leurs partenaires développés. C'était le meilleur moyen de rendre l'article IV opérationnel. Pour ce qui est de la proposition du Groupe africain sur ce même article, sa délégation avait l'impression qu'elle visait à le récrire, d'où un certain scepticisme de sa part. En ce qui concerne l'établissement de contingents qui y étaient proposés, cela n'était pas prévu dans la structure de l'AGCS et irait à l'encontre du principe NPF sous-jacent. L'intervenante a demandé par ailleurs des éclaircissements quant à la signification exacte des proportions de 40 et 60 mentionnées au paragraphe 79 d) du document TN/CTD/W/3/Rev.2.

42. La représentante des États-Unis a dit, au sujet de la première partie de la proposition du Groupe africain concernant l'article IV de l'AGCS, que le paragraphe 1 décrivait les mesures que tous les Membres de l'OMC pouvaient prendre pour accroître la participation des pays en développement Membres au commerce mondial. Sa délégation ne souhaitait pas prendre part à un débat qui modifierait cette approche large et souple de l'AGCS. La proposition du Groupe africain suggérait que les pays développés Membres s'engagent à adopter une approche commune pour le traitement des pays en développement Membres dans les négociations dans le cadre de l'AGCS. Ce type d'approche type avait été spécifiquement mis en question par les pays en développement Membres lors du débat qui avait débouché en mars 2001 sur l'approbation des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services (S/L/93). Aussi sa délégation était-elle quelque peu surprise et demandait des éclaircissements à ce sujet. L'intervenante préconisait d'inclure les éléments intéressant les pays en développement, et en particulier les PMA, dans les négociations sur les services. Relevant que la première partie de la proposition du Groupe africain concernant l'article IV était rédigée en termes de coopération technique et financière, elle a attiré l'attention des Membres sur l'article XXV:2 de l'AGCS et souligné l'absence de propositions à cet égard au Conseil du commerce des services (CCS) ou même au CCD. Sa délégation ne pouvait accepter des points de repère impératifs, mais était disposée à débattre des moyens de rendre plus efficace la coopération technique concernant l'AGCS. Pour ce qui est du mouvement des personnes physiques et d'autres questions liées au mode 4, bien qu'elles soient couvertes par les négociations en cours dans le cadre de la Session extraordinaire du CCS, la délégation des États-Unis était disposée à inclure dans le processus de négociation toute idée pouvant émaner de la Session extraordinaire du CCD. En ce qui concerne la proposition des PMA concernant l'article IV de l'AGCS, elle comprenait les limitations de ressources des PMA et collaborait avec eux à la rédaction de propositions portant sur les modalités d'un traitement spécial à leur égard dans le cadre de la Session extraordinaire du CCS. À ce propos, elle préconisait de renvoyer au CCS les idées débattues dans le cadre de la Session extraordinaire du CCD. Elle estimait que les Membres devaient être sensibles à l'expression des intérêts des PMA en matière d'exportations et que la meilleure approche à cet égard était d'identifier ces intérêts dans le processus de négociation. S'agissant de la proposition des PMA de faire un ajout à l'article IV:2, la délégation des États-Unis estimait que les PMA devaient se concentrer plutôt sur l'article IV:3. Elle soulignait que l'article XIX prévoyait l'établissement de modalités de traitement spécial pour les PMA en vertu de l'article IV:3, ce que faisait l'exercice en cours. L'intervenante a demandé aux auteurs s'ils estimaient que les questions débattues étaient couvertes de manière adéquate dans le débat sur les modalités et dit que si cela n'était pas le cas, ils devaient s'efforcer d'y parvenir. Elle s'est également référée aux discussions sur les modalités et a répété que sa délégation était disposée à collaborer avec les PMA à cet égard. En ce qui concerne la proposition du Groupe africain concernant l'article V:3 de l'AGCS (paragraphe 80 du document TN/CTD/W/3/Rev.2) et l'interprétation qui y était suggérée, il existait certains principes pertinents de l'AGCS qu'il fallait respecter dans les accords régionaux de libre-échange. Elle demandait aux délégations de préciser leurs préoccupations dans ce domaine, puisqu'un débat sur les accords commerciaux régionaux avait lieu au sein du Groupe de négociation sur les règles et que la question pouvait également être soulevée normalement au CCS. Pour ce qui est de l'article XXV, sa délégation était en faveur de l'établissement de formes appropriées de coopération avec toutes les organisations concernées dans le domaine de l'assistance technique, en complément à la libéralisation des services. S'agissant de la proposition des PMA relative au paragraphe 6 de l'Annexe sur les télécommunications, l'intervenante a exprimé sa préoccupation quant au fardeau administratif que pourraient imposer des obligations redditionnelles supplémentaires et a demandé des éclaircissements sur le niveau de détail prévu pour les notifications et sur la question de savoir si la proposition ne portait que sur les pays développés. Enfin, elle a demandé si le mécanisme de surveillance concernant le traitement spécial et différencié pouvait couvrir cette préoccupation.

43. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, tout en partageant les vues exprimées par les CE en ce qui concerne la flexibilité inhérente à l'AGCS, a estimé qu'il était important d'examiner soigneusement les propositions visant à la renforcer. Pour ce qui est de la proposition concernant l'article IV:1 formulée par les PMA, il les encourageait à identifier les secteurs et les modes de

fourniture présentant un intérêt pour eux et à présenter des demandes sur cette base. Sa délégation comprenait leurs limitations de capacité et était disposée à examiner les moyens de les aider. Elle souhaitait étudier les liens avec l'évaluation du commerce des services qu'avait entreprise le CCS et examiner d'autres idées. La proposition des PMA concernant l'article IV:3 (paragraphe 50 et 51 du document TN/CTD/W/4/Add.1), et spécifiquement l'élaboration de "critères convenus au plan multilatéral visant à accorder la priorité aux PMA Membres ..." touchaient au principe NPF de base qui s'appliquait en vertu de l'article II de l'AGCS. L'intervenant a demandé des éclaircissements sur ce que les auteurs avaient à l'esprit en demandant "des mesures additionnelles assurant la participation croissante des PMA dans les secteurs qui présentent un intérêt commercial pour eux". Les différentes propositions sectorielles devaient être examinées au cas par cas et conformément aux principes fondamentaux de l'AGCS, y compris le principe NPF. La proposition des PMA d'établir un mécanisme de notification en ce qui concerne le paragraphe 6 de l'Annexe sur les télécommunications était utile, mais il ne serait pas approprié de limiter ce mécanisme aux seuls pays développés, puisqu'une importante coopération technique était fournie sous l'égide d'organisations internationales telles que l'UIT ou, au niveau régional, par le truchement de la Communauté des télécommunications Asie-Pacifique et de l'APEC. S'agissant de la proposition du Groupe africain concernant l'article IV, l'intervenant a dit que l'établissement de contingents pour les fournisseurs de pays en développement serait contraire aux objectifs généraux de libéralisation de l'AGCS. Comme la représentante des Communautés européennes, il demandait des éclaircissements sur la signification des proportions de 40 et 60 pour cent. Enfin, il relevait, en ce qui concerne la proposition du Groupe africain relative à l'article XXV, que l'OMC avait déjà entrepris de conclure à cet égard des accords avec certaines institutions internationales, dont l'UIT. Sa délégation ne pensait pas que des accords formels soient toujours nécessaires, mais encourageait le Secrétariat de l'OMC à coopérer, y compris au niveau régional, avec les secrétariats des institutions internationales concernées en mesure de fournir une coopération et une assistance techniques. Elle était disposée à examiner les propositions d'accords de coopération plus formels au cas par cas.

44. Le représentant de l'Australie a exprimé son accord avec les déclarations précédentes à propos de la flexibilité inhérente à l'AGCS. Il relevait en ce qui concerne la proposition du Groupe africain relative à l'article IV de l'AGCS, que seules quelques demandes initiales sur le mouvement des personnes physiques avaient été présentées dans le cadre des négociations sur les services; il demandait en conséquence quel degré de priorité était attribué à cette proposition. Il souhaitait par ailleurs obtenir des renseignements complémentaires sur le type de recommandations envisagées dans la proposition et sur le type de renseignements sur lesquels elles étaient fondées. S'agissant de la proposition concernant l'article V:3, il souhaitait des renseignements plus détaillés sur les difficultés rencontrées à cet égard par les pays en développement. Pour ce qui est de la proposition concernant l'article XXV, il était en faveur de la coopération entre l'OMC et les autres institutions internationales concernées. Sa délégation comprenait les limitations de capacité des PMA et était en faveur d'une assistance technique pour les aider à identifier leurs intérêts dans le domaine des services et à évaluer comment cela pouvait se traduire par des demandes. L'intervenant a rappelé au sujet de la proposition des PMA concernant l'article IV:1, que l'article IV:3 de l'AGCS et les Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services prenaient spécialement en considération les préoccupations des PMA Membres et souligné que le principal moyen d'indiquer des intérêts spécifiques était de présenter des demandes initiales.

45. Le représentant du Canada s'est déclaré en accord avec les vues exprimées par les CE au sujet de la structure particulière de l'AGCS, qui en elle-même assurait aux Membres une certaine flexibilité. Il a souligné la flexibilité spécialement prévue pour le processus de libéralisation à l'article XIX de l'AGCS. Il a rappelé aussi les discussions qui avaient eu lieu sur les modalités et les travaux entrepris pour définir des critères pour reconnaître les mesures de libéralisation autonome, ainsi qu'il était envisagé à l'article XIX:3 de l'AGCS. Son gouvernement s'intéressait à un mécanisme qui permettrait d'introduire des engagements dans certains secteurs. Pour ce qui est des propositions de négociation,

il s'était efforcé d'identifier et de traiter les questions présentant de l'intérêt pour les pays en développement.

46. Le représentant de la Suisse a dit que la participation des pays en développement au commerce des services favoriserait la croissance et le développement économique. L'AGCS constituait l'instrument approprié pour créer un cadre présentant les conditions de sécurité juridique et de prévisibilité nécessaires pour établir un climat favorable aux investissements. Néanmoins, il reconnaissait le besoin de flexibilité des pays en développement Membres. En ce qui concerne la proposition du Groupe africain concernant l'article IV, il a invité les pays en développement Membres à faire connaître clairement leur intérêt dans le cadre du processus de demande et d'offre; sa délégation l'examinerait de manière constructive. L'intervenant a demandé aussi des éclaircissements sur la proposition de réserver des contingents pour la fourniture de services et souligné que le mouvement des personnes physiques était un domaine sensible pour son gouvernement. Il souhaitait des précisions sur les incidences concrètes de la proposition du Groupe africain concernant l'article V:3. Pour ce qui est de la proposition relative à l'article XXV, il doutait que l'OMC soit l'organisation appropriée pour traiter des limitations sur les plans de l'offre et de l'infrastructure des pays en développement et des PMA Membres.

47. Le représentant de l'Uruguay a exprimé son accord avec les délégations qui avaient souligné qu'une manière de mettre en œuvre l'article IV était de présenter des demandes et relevé que divers pays en développement Membres l'avaient déjà fait et attendaient maintenant une réaction positive de la part de leurs partenaires commerciaux. La tâche de la Session extraordinaire était de remplir le mandat que lui avaient confié les Ministres réunis à Doha. L'intervenant a préconisé un maximum de coordination entre les présidences des Sessions extraordinaires du CCD et du CCS, en raison de la similarité des propositions qui leur étaient soumises.

48. La représentante du Venezuela a dit que sa délégation appuyait les propositions et estimait qu'il était nécessaire de rendre plus efficaces les paragraphes 1 et 2 de l'article IV et l'article XIX. Le maintien dans l'AGCS d'une certaine flexibilité en faveur des pays en développement s'inscrivait dans le cadre du traitement spécial et différencié et il fallait tenir compte de la nécessité de renforcer la flexibilité. L'article XXV de l'AGCS chargeait le Secrétariat de fournir une assistance technique aux pays en développement. Celui-ci devait par conséquent respecter en premier lieu cette obligation, ce qui n'excluait pas la coopération avec d'autres organisations internationales. Il existait dans le cadre de l'AGCS de nombreuses possibilités de traitement spécial et différencié qui n'avaient pas encore été étudiées; l'intervenante espérait qu'elles le seraient prochainement. Sa délégation était préoccupée par l'absence de détermination de la part de certains Membres à respecter le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha. À cet égard, l'intervenante a rappelé que le traitement spécial et différencié était l'une des conditions dont les pays en développement Membres avaient demandé le respect pour se lancer dans le processus de négociation prescrit dans le programme de travail adopté à Doha.

49. Le représentant du Japon a rappelé que l'AGCS stipulait que la participation accrue des pays en développement Membres au système commercial multilatéral devait être facilitée par la négociation d'engagements spécifiques. Il fallait par conséquent examiner les questions soulevées dans les propositions du Groupe africain et des PMA dans le cadre des discussions multilatérales de la Session extraordinaire du CCS. Son gouvernement était disposé à examiner les demandes et les offres présentées par les pays en développement Membres.

50. La représentante de la Norvège a dit que sa délégation avait entrepris des consultations bilatérales et attendait avec intérêt d'examiner avec les pays en développement et les PMA Membres comment on pourrait parvenir à un bon résultat dans les négociations.

51. Le représentant du Brésil a appuyé la déclaration de la délégation de l'Uruguay. Sur la question générale du traitement spécial et différencié dans l'AGCS, il a dit que la disposition principale à cet égard était l'article IV. La présentation de demandes spécifiques par les pays en développement était une manière de le rendre opérationnel, notamment en ce qui concerne son paragraphe 1 c). Un certain nombre de pays en développement Membres s'étaient efforcés de présenter de telles demandes dans les délais fixés au paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha et attendaient des pays développés Membres qu'ils les prennent pleinement en considération. Il était trop tôt pour évaluer la mesure dans laquelle les intérêts des pays en développement étaient pris en compte par leurs partenaires commerciaux développés. À propos de la nécessité d'une coordination entre les travaux de la Session extraordinaire du CCD et celle du CCS, l'intervenant a rappelé que le paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services prévoyait la mise en place d'un mécanisme pour la mise en oeuvre de l'article IV. Ce mécanisme devait inclure une évaluation de la mesure dans laquelle les objectifs de l'article IV étaient atteints dans les négociations; cela avait un lien direct avec le débat en cours à la Session extraordinaire du CCD. L'intervenant a rappelé que la Session extraordinaire du CCS discutait également des modalités de traitement des PMA dans les négociations sur les services et des modalités de traitement de la libéralisation autonome. Aussi était-il en faveur d'une interaction plus poussée entre les deux organes.

52. Le représentant du Pakistan s'est associé aux déclarations de l'Uruguay et du Brésil. Il a souligné que l'approche suivie pour les discussions ne mènerait à rien. L'interprétation des propositions donnée par certains Membres semblait excessivement simpliste. Les arguments opposés aux propositions étaient fondés sur l'idée qu'il n'y avait pas besoin de traitement spécial et différencié dans l'AGCS, puisqu'il y figurait déjà en tant que mécanisme intégré et que les pays en développement et PMA Membres pouvaient rendre opérationnelles les dispositions existantes de l'AGCS par le système des demandes et des offres. Sa délégation n'était pas d'accord avec cette approche. Il fallait répondre à la question fondamentale de ce que l'AGCS offrait et de ce qu'il avait permis jusque-là. Les pays en développement Membres avaient un intérêt énorme dans les négociations menées dans le cadre de l'AGCS, mais estimaient que nombre de ses dispositions devaient encore être effectivement rendues opérationnelles, notamment celles liées au développement. Les demandes bilatérales ne pouvaient résoudre les questions de traitement spécial et différencié de l'AGCS, car il s'agissait de questions transversales. L'intervenant a souligné que les questions examinées avaient été soulevées au CCS, même si c'était sous la forme de propositions concrètes pour la mise en oeuvre effective des dispositions de l'article IV et que d'autres propositions seraient présentées. Il était par conséquent en accord avec la proposition de coordination entre les présidences des Sessions extraordinaires du CCD et du CCS.

53. Le représentant du Mexique a convenu de la nécessité d'une coordination efficace entre les présidences des Sessions extraordinaires du CCS et du CCD. Quant au traitement spécial et différencié dans l'AGCS, il rappelait que lors de la rédaction de celui-ci une approche différente de la démarche traditionnelle avait été adoptée. On avait estimé à l'époque que la meilleure approche, notamment pour les pays en développement Membres, était d'inclure des dispositions en faveur des pays en développement dans le corps de l'Accord, en commençant par son préambule. Les besoins des pays en développement Membres avaient été pris en compte dans la rédaction de l'article premier et étaient également protégés dans d'autres dispositions, en particulier l'article IV, l'article XIX et les listes d'engagements spécifiques à chaque pays en développement Membre. Cela faisait environ sept ans que l'AGCS était en vigueur et l'évaluation de la libéralisation du commerce des services était inscrite en permanence à l'ordre du jour du CCS. Il était encore trop tôt pour évaluer la mesure dans laquelle cette libéralisation avait aidé les pays en développement Membres. Il existait dans le cadre du CCS la possibilité d'examiner les progrès réalisés en ce qui concerne les dispositions de l'AGCS et en particulier la participation croissante des pays en développement. Il était important d'utiliser ces mécanismes et d'assurer la coordination entre le CCS et la Session extraordinaire du CCD, ainsi

qu'avec d'autres enceintes, y compris à l'extérieur de l'OMC. L'intervenant a considéré par ailleurs que les propositions relatives à l'assistance technique étaient valables.

54. Le représentant du Paraguay a convenu de la nécessité d'une coordination efficace entre les Sessions extraordinaires du CCS et du CCD et qu'il était important de mettre en œuvre les articles IV et XIX de l'AGCS et le paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, comme l'avaient souligné les représentants de l'Uruguay, du Brésil, du Mexique et du Pakistan. Il prenait note des déclarations de plusieurs pays développés Membres indiquant qu'ils prendraient sérieusement en considération les demandes émanant des divers pays en développement Membres, parmi lesquelles figuraient celles du Paraguay. Son gouvernement s'était efforcé de présenter ses demandes dans les délais impartis et pour des domaines de négociation présentant de l'importance pour lui. L'intervenant a souligné aussi que le Paraguay n'avait pas reçu de réciprocité en ce qui concerne le traitement spécial et différencié. Il s'associait aux délégations qui avaient préconisé une coordination entre les présidences des Sessions extraordinaires du CCS et du CCD.

55. La représentante des États-Unis a invité les pays en développement Membres à présenter dans les négociations sur les services les questions qu'ils avaient soulevées devant la Session extraordinaire du CCD. Cela faciliterait leur prise en compte, en particulier pour l'adoption de décisions sur les modalités de traitement des pays en développement, et en particulier des PMA, en vertu des dispositions de l'article IV:3. À cet égard, l'intervenante a souligné que l'article IV stipulait que "la participation croissante des pays en développement Membres au commerce mondial sera facilitée par des engagements spécifiques négociés ...".

56. En réponse à la déclaration de la représentante des États-Unis sur la première partie de l'article IV:1, la représentante de Sainte-Lucie a souligné le lien existant entre cette disposition et l'article XIX:3, qui parlait spécifiquement de procéder à une évaluation du commerce des services en se référant aux objectifs de l'AGCS, "... y compris ceux qui sont énoncés au paragraphe 1 de l'article IV". Cela devait être fait avant que ne soient établies les lignes directrices des négociations. En réponse aux délégations qui avaient invité les pays en développement et les PMA Membres à présenter leurs demandes, elle a souligné que certains Membres comme Sainte-Lucie n'avaient pas la capacité de formuler des demandes et ne connaissaient même pas les obstacles à leurs exportations. Cela était dû également au fait que l'évaluation prescrite par l'article XIX:3 n'avait pas été effectuée. C'est pourquoi les pays en développement Membres n'étaient pas en mesure de participer efficacement aux négociations. L'intervenante a souligné aussi la nécessité d'une coordination pour que les négociations donnent des résultats positifs pour l'ensemble des pays en développement Membres. Elle convenait avec la délégation du Pakistan que les questions de traitement spécial et différencié étaient de caractère systémique en ce sens que ce n'était pas seulement son gouvernement mais un certain nombre d'autres gouvernements de pays en développement qui se heurtaient aux mêmes limitations. L'AGCS favorisait le développement, mais n'avait pas encore été pleinement mis en œuvre à cet égard de manière à permettre à des pays Membres tels que Sainte-Lucie de réaliser leur potentiel dans le secteur des services.

57. Le représentant du Kenya a relevé que des questions avaient été posées par de nombreuses délégations; il leur demandait de les présenter par écrit de manière à ce qu'il puisse y être répondu. Il n'était pas d'accord avec ce que certaines délégations avaient dit à propos de la forme différente des dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans l'AGCS et a indiqué que sa délégation considérait l'article IV comme une disposition de traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, compte tenu en particulier du contexte dans lequel il avait été rédigé. En réponse à la délégation du Canada, il a indiqué que le Groupe africain n'avait pas l'intention de rouvrir l'AGCS. Son objectif à la Session extraordinaire du CCD était de rendre efficaces les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Il reconnaissait l'importance de la coordination, mais comme le représentant du Pakistan, il estimait que la procédure des demandes et des offres ne pouvait pas

résoudre tous les problèmes existant en matière de traitement spécial et différencié dans le secteur des services.

58. Le Président a conclu en constatant qu'il y avait eu un échange de vues très complet et que des commentaires divers avaient été formulés sur les propositions à l'examen. La Session extraordinaire devrait maintenant examiner comment progresser dans les domaines où une certaine réceptivité s'était dégagée. Il s'engageait à donner suite, avec le soutien du Secrétariat, à la proposition d'établir une coordination avec le Président de la Session extraordinaire du CCS.
